(N° 249.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849—1850.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 8.

M. JULLIOT, 1er *rapporteur.*

Numéros du Feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.	
1.	5301.	Par pétition sans date,

Les propriétaires, industriels et commerçants des communes de Féluy, Arquennes, Seneffe, Fayt et du bassin du Centre prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à entrer en arrangement avec la société concessionnaire du chemin de fer de Manage à Wavre. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

2. 5291. Par pétition datée de Viane, le 31 mars 1850,

Le sieur Van Droogenbroeck prie la Chambre de décider si un milicien qui s'est enrôlé volontairement vient ou non en déduction du contingent à fournir par sa commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

3. 5270. Par pétition datée de Termonde, le 20 mars 1850,

Le conseil communal de Termonde se plaint de ce qu'aux stations de Bruxelles, Anvers et autres, on délivre aux voyageurs pour Termonde des billets à destination d'Audeghem, et réclame l'intervention de la Chambre pour qu'on fasse cesser cet abus. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

4. 5290. Par pétition datée d'Anvers, le 30 mars 1850,

Le sieur Dries, décoré de la croix de fer, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la pension de cent francs dont jouissent quelques décorés de cette croix. — Concl. — Ordre du jour.

M. MASCART, 2me *rapporteur.*

5. 5081. Par pétition datée de Ramezée, le 21 janvier 1850.

Le baron de Vivario demande la réduction de l'armée, la suppression de la marine, de l'autorité forestière et un impôt élevé sur le tabac et sur les distilleries. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.

6. 5282. Par pétition datée de Tourinnes-St-Lambert, le 22 mars 1850,

Le sieur Hanquet, brasseur à Tourinnes-St-Lambert, demande qu'il soit facultatif aux brasseurs de faire, plusieurs jours à l'avance, la déclaration prescrite par l'art. 13 de la loi du 2 août 1822, concernant l'accise sur les bières. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

7. 5253. Par pétition datée de Louvain, le 8 mars 1850,

Quelques gardes civiques de Louvain demandent que la garde civique soit divisée en deux bans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

8. 5252. Par pétition en date du 19 février 1850,

Les administrations communales et plusieurs habitants des communes situées entre Wavre et Namur, prient la Chambre d'encourager, par un subside, les entrepreneurs de messageries qui rétabliraient des services de transport sur la route de Bruxelles à Namur. — Concl — Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

9. 5052. Par pétition datée du faubourg de Laeken, le 18 mars 1850,

Plusieurs propriétaires et habitants du faubourg de Laeken demandent que ce faubourg soit séparé de la commune de Molenbeek-St-Jean et érigé en commune spéciale sous la dénomination de St-Jean. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. VAN DEN BRANDEN DE REETH, 3me *rapporteur.*

10. 4734. Par pétition datée de Marche, le 19 mars 1850,

Plusieurs négociants à Marche réclament l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement interdise à ses agents d'exercer le commerce. — Concl. — Ordre du jour.

11. 5261. Par pétition datée de Fayt-lez-Seneffe, le 15 mars 1850,

Plusieurs habitants de Fayt-lez-Seneffe demandent la

révision de la Constitution, l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu, l'abolition de toute répartition personnelle communale sur le revenu, des modifications à la loi sur la contribution personnelle, la suppression des droits sur les boissons, sur les denrées alimentaires et sur certaines patentes; un impôt sur les objets de luxe, la réduction de quelques traitements, la révision des lois sur l'enseignement primaire, sur la milice nationale, sur la garde civique, sur les expropriations forcées et sur la détention préventive. — Concl. — Ordre du jour.

12. 4579. Par pétition datée de Steenkerke, le 18 mars 1850,

Le sieur Devos, journalier à Steenkerke, réclame l'intervention de la Chambre, pour que son fils Emmanuel soit libéré du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.